

comité de certains des faits que j'ai observés depuis mon arrivée à la Chambre, en 1949, au sujet de la prospérité du pays et des moyens qui nous ont permis de l'atteindre. Le représentant de Brant-Wentworth a formulé de nombreuses critiques et le ministre du Commerce a relevé les inexactitudes qu'elles contenaient. Le député de Rosetown-Biggarr a complété le tableau en nous disant que selon lui les membres du Cabinet, le ministre du Commerce notamment, ne devaient pas s'attribuer le mérite de la prospérité qui règne au pays depuis plusieurs ans.

Je me permets de rappeler que, durant les débats qui ont eu lieu ici en 1949, les députés de l'opposition tant conservateurs que cécé-fistes ont déclaré que nous courions à notre ruine économique si nous n'imposions pas les réglementations et si nous n'avions pas recours au rationnement. Notre Gouvernement, guidé par la sagesse, n'a pas jugé bon de donner suite à ces propositions. Voilà peut-être parmi les décisions sages et opportunes prises par le Gouvernement, celle qui a aidé, bien plus que ne veulent le reconnaître les partis de l'opposition, le Canada à s'assurer la prospérité dont nous bénéficions.

Lors de l'examen des crédits en 1950, les conservateurs et les membres du parti CCF déclaraient qu'une fraction énorme de notre population serait bientôt sans travail si le pays n'entreprenait pas la réalisation d'une foule de travaux publics. Le Gouvernement, en particulier le ministre du Commerce, a expliqué à l'opposition que le temps n'était pas propice à la mise en œuvre d'un tel programme de travaux publics. Ni lui ni ses collègues n'ont jugé bon, dans leur sagesse, d'écouter les propositions qui leur ont été formulées. Le coût de la vie a baissé légèrement parce que les denrées essentielles ne sont pas utilisées dans l'exécution des vastes programmes de travaux. Je signale au député de Rosetown-Biggarr qu'une certaine part du mérite de cette prospérité dont nous avons joui revient au Gouvernement libéral qui a eu la sagesse de ne pas prêter l'oreille aux conseils de l'opposition.

En 1951, la guerre de Corée était en cours, évidemment, et je crois que l'occasion est propice de rappeler au député de Rosetown-Biggarr que le conflit de Corée n'est pas un bienfait même s'il a été la cause d'une période de prospérité. Jamais une guerre n'est une bonne chose. Quiconque a participé à un conflit armé s'offusque d'entendre quelqu'un affirmer que la guerre est un bienfait puisqu'elle est un gage de prospérité.

M. Thatcher: Si le député avait entendu le discours, il saurait, j'en suis sûr, qu'il ne faut pas lui donner ce sens.

M. Hosking: Néanmoins, si on lit le harsard, on y verra que le député Rosetown-Biggarr donne à entendre que nous avons joui de la prospérité à cause de la guerre et que la guerre est une bonne chose.

M. Thatcher: Oh! non, "que ce n'est pas une bonne chose".

M. Hosking: Je tiens à dire sans embages que telle est l'interprétation...

M. Thatcher: Le député de Wellington-Sud veut être juste, j'en suis sûr. Il reconnaîtra, je crois, que le chef de notre parti n'a certes pas voulu dire que nous sommes heureux qu'il y ait une guerre en Corée.

M. Hosking: Je me fonde tout simplement sur ce qu'il a dit. Il a prétendu que nous jouissions de la prospérité à cause de la guerre et non pas grâce aux efforts du ministre du Commerce.

M. Thatcher: Voilà qui est différent.

M. Hosking: On peut en déduire que la guerre a du bon puisqu'elle engendre des périodes de prospérité.

M. Low: La conclusion à tirer, c'est que la guerre seule permet le fonctionnement de l'économie.

Une voix: Est-ce là une expression d'opinion.

M. Low: Je fais cette déclaration maintenant, savoir que l'économie de notre pays telle qu'elle est actuellement gérée par le gouvernement ne peut être maintenue que par la guerre, mais cela ne veut pas dire que la guerre est une bonne chose.

M. Hosking: Je partage certes votre avis que la guerre n'est pas une bonne chose et je n'aime pas entendre alléguer par quiconque qu'elle engendre des périodes de prospérité.

M. Low: Et pourtant elle crée des périodes de prospérité et les périodes de prospérité que nous avons connues n'ont jamais eu d'autre cause.

M. Hosking: Telle est l'opinion de l'honorable député mais ce n'est sûrement pas la mienne, et je suis heureux que le pays soit dirigé par un gouvernement fédéral au lieu de l'être par un qui partagerait vos opinions.

M. Low: Qu'on me prouve le contraire.

M. Hosking: Puis-je déclarer...

M. le président: A l'ordre! Que l'honorable député s'adresse au président.

M. Hosking: Puis-je déclarer, monsieur le Président, que lorsque la guerre de Corée a éclaté en 1950 l'opposition proposait le retour à la réglementation des prix. Le Gouvernement, dans sa sagesse, a décidé de recourir à